



Note d'analyse politique des résultats du premier tour de l'élection présidentielle le 10 Avril 2022

15 avril 2022

Les résultats de ce premier tour d'élection présidentielle, débouchent à la fois sur un second tour « téléphoné » de longue date entre Emmanuel Macron et Marine Le Pen, mais aussi sur un paysage politique profondément restructuré.

Ils sont, par ailleurs, lourds d'enseignements sur la société française et d'incertitudes pour le second tour.

Macron face à un « mur protestataire » après l'effacement des acteurs historiques de la Vème République

Malgré une campagne de premier tour impalpable et bousculée par les événements, Emmanuel Macron fait exception des présidents-candidats du passé en améliorant sensiblement son score de 2017, dans un contexte cependant d'abstention élevée.

Ce score de 27,8 % des suffrages exprimés, qui contraste avec les déboires électoraux de sa majorité aux élections intermédiaires, confirme et même amplifie son capital personnel dans le paysage politique national. Il s'agit cette fois d'un vote d'adhésion à sa personne et à son action émanant majoritairement des électors urbains et retraités de la classe moyenne aisée, qui lui permet de virer nettement en tête à l'issue du premier tour.

Mais l'événement majeur de ce scrutin est la confirmation spectaculaire de l'effondrement des deux grands partis qui ont dominé la vie politique française depuis 1981 : LR et le PS disparaissent quasiment de la scène politique nationale avec des scores humiliants, respectivement 4,8 et 1,7 %.

Pour la seconde fois depuis 1965, leurs sensibilités politiques ne seront ni l'une ni l'autre présentes au second tour d'une élection présidentielle.

La classe politique de la Vème République semble ainsi parachever une mue engagée par la victoire d'Emmanuel Macron en 2017.

L'émergence d'un clivage gauche-droite très radicalisé

Pour autant, et contrairement au fantasme du dépassement, longtemps prôné dans le camp présidentiel, on assiste à la reconstitution très nette de deux grands blocs électoraux de droite et de gauche, mais cette fois protestataires et radicalisés, en remplacement de LR et du PS : ce phénomène s'incarne dans les scores en progression notable de Marine le Pen et, surtout, de Jean Luc Mélenchon qui installe une très nette hégémonie sur le champ de ruines des gauches socialiste et verte.

Ce nouveau paysage politique de premier tour contraste avec la plus grande dispersion des électors de gauche et de droite en 2017.

Si l'on ajoute aux 23,1 % de Marine Le Pen, les 7,1 % de suffrages qui se sont portés sur Eric Zemmour, c'est incontestablement la droite dure et ses thèses nationalistes et ethnicistes qui disposent désormais du socle électoral le plus important dans le pays.

Mais avec 22% des voix en dehors de toute alliance et loin devant la seconde composante de gauche (Les Verts avec 4,6 % des suffrages), Jean Luc Mélenchon rate de peu la

qualification au second tour et considère avoir enfin réussi son pari d'installer une hégémonie écrasante à gauche.

Vote utile, vote futile ?

A l'évidence, les scores très élevés de Marine Le Pen, malgré la concurrence de Zemmour dans le même champ politique, et de Jean Luc Mélenchon ont bénéficié d'un vote « utile » de la part des électorats traditionnels de LR et du PS, à la fois par exacerbation de l'enjeu de la seconde place et par une sorte de « tribalisme unioniste » des deux électorats de droite et de gauche.

Cet état de fait traduit, de part et d'autre, un affaiblissement manifeste des affiliations et des fidélités idéologiques, au profit d'une « préférence pour l'union ».

Marine Le Pen a incontestablement profité d'un vote utile de la part d'un électorat prétendument gaulliste, qui s'est pourtant historiquement construit contre ce qu'elle représente de la droite française (la mouvance pétainiste).

Quant à Jean Luc Mélenchon, en bénéficiant du vote utile, il a largement siphonné ce qu'il restait d'électorat du PS, sur une base idéologique nationaliste et communautariste, europhobe et anti-libérale, aux antipodes de l'héritage réformiste et universaliste miterrandien et rocardien.

Reste à savoir si les renforts électoraux, pragmatiques plus qu'idéologiques, dont ont bénéficié les candidats en position de force, seront durables au-delà de l'élection présidentielle et s'imprimeront aussi spectaculairement dans les élections législatives de Juin.

Une tripolarisation politique en porte à faux idéologique qui accroît l'incertitude du second tour

Un nouveau paysage politique, nettement tripolarisé, entre une famille socio-libérale et pro-européenne, incarnée par Emmanuel Macron, une famille national-populiste et ethniciste d'extrême-droite, conduite par Marine Le Pen, et la famille national-étatiste et anticapitaliste de Jean-Luc Mélenchon, émerge spectaculairement de cette élection.

Selon la grille de lecture politique traditionnelle héritée du siècle dernier, la réélection d'Emmanuel Macron au second tour, portée par un large front républicain contre l'extrême-droite de Marine Le Pen, ne ferait aucun doute.

Mais les clivages idéologiques et politiques majeurs se sont déplacés et opposent aujourd'hui un axe nationaliste illibéral à un axe libéral-démocrate et pro-européen, qui traversent les anciennes catégories politiques de gauche et de droite.

A l'aune de cette nouvelle grille de lecture, les électorats respectifs de Marine Le Pen et de Jean-Luc Mélenchon ont plus de proximité idéologique entre eux qu'avec le social-libéralisme proeuropéen incarné par Emmanuel Macron.

Cette porosité idéologique entre une gauche et une droite peu compatibles en apparence, ne permet plus d'envisager des comportements électoraux de « front républicain » au second tour, et moins encore de compter sur des reports de voix parfaitement prévisibles.

Par ailleurs, le front « anti-macron », plus personnel que politique, alimenté par les messages des partis traditionnels à leurs militants et sympathisants pendant toute la durée du mandat, rend aujourd'hui plus hasardeux qu'hier le résultat de leurs appels à « voter sans soutenir » Emmanuel Macron, au second tour.

Si l'on ajoute à cela, la tentation inavouable de « votes révolutionnaires » en faveur de Marine Le Pen, qui peut animer une partie des électorats de gauche et de droite en quête d'une cure d'opposition régénératrice, il est clair que ce second tour ne ressemble à aucun autre qui l'a précédé.

Si Emmanuel Macron en reste le favori au titre de « valeur sûre » et prévisible dans un contexte anxieux, ce second tour est incontestablement plus ouvert et plus incertain qu'en 2017.

La nécessaire mue de Jupiter vers un Président de la République rénovateur de la démocratie française

Fort d'une présidentialité reconnue bien au-delà de nos frontières, d'un bilan malgré tout très défendable et d'un contexte extérieur qui n'incline pas à renverser la table et à céder à des mirages aventureux, Emmanuel Macron est le favori logique du second tour, mais dans un contexte électoral plus aléatoire au sein duquel l'extrême-droite et sa cheffe de file se sont relativement banalisés.

A l'inverse une victoire de Marine Le Pen, qui reviendrait à l'envoyer présider l'UE jusqu'en juillet, en pleine guerre d'Ukraine et lestée de ses amitiés poutinistes, constituerait un tremblement de terre à Bruxelles qui déclasserait immédiatement la France, l'isolerait sur la scène européenne et mettrait fin à toute volonté d'autonomie des Européens par rapport aux américains.

Malgré tout, l'issue du scrutin du 24 Avril est pour l'essentiel dans les mains d'Emmanuel Macron et de la qualité de son face-à-face avec les Français.

Il dépend très largement de l'empathie spontanée qu'il leur manifestera, notamment en troquant en campagne son statut de président pour un statut de candidat banalisé.

Malgré la pression de ses responsabilités et de l'actualité européenne, il doit convaincre qu'il s'intéresse tout autant, si ce n'est plus, à la France qu'aux affaires du monde.

Il doit diversifier les voix et les tonalités de sa campagne, s'en gardant la part la plus positive et la moins agressive, et déléguant à des politiques plutôt qu'à des supporters, la part la plus polémique. Sa hauteur ne doit pas être ressentie comme un surplomb.

L'enjeu essentiel de ce second tour pour le candidat président est d'abord de redonner confiance aux Français dans l'avenir de la France, dans ses deux dimensions :

- intérieure, en se montrant protecteur du niveau de vie des Français (plus que du pouvoir d'achat qui n'intègre que partiellement la protection sociale) et en développant un programme de justice sociale, d'accompagnement social de la transition écologique, d'aménagement du territoire, et de réduction des inégalités, non seulement des chances mais également de revenus, en revalorisant à la fois le travail et les solidarités essentielles (discrimination positive) ;
- extérieure, en faisant clairement le lien entre l'influence et l'image de la France dans le monde et en Europe et la capacité de notre pays à renforcer son influence et son poids économique pour préserver son modèle social.

Enfin, il doit s'efforcer de se poser en rénovateur de la démocratie française, troquant ses habits jupitériens pour ceux d'un rassembleur et d'un réformateur de nos institutions, soucieux de s'appuyer sur les corps intermédiaires, de rééquilibrer les pouvoirs, de donner une place à la participation et aux mobilisations citoyennes, et de régénérer la démocratie française.

Il doit atténuer son image libérale en portant le projet d'un Etat fort et d'une France à la pointe dans le monde de l'exigence de transformation du modèle capitaliste en l'orientant sur l'intérêt commun écologique et social.

Justice sociale et accompagnement social des transitions, écologique, numérique et énergétique doivent figurer au cœur de son projet.

Développer un projet compatible avec les deux cas de figure des élections législatives

Si les Français réélisent Emmanuel Macron, et s'ils se comportent aux élections législatives conformément à l'esprit des institutions actuelles, ils devraient logiquement lui reconduire une majorité absolue à l'Assemblée Nationale.

Mais cette fois, ce vieux réflexe risque de ne pas être au rendez-vous du fait de la nouvelle configuration tripolaire du paysage politique, de l'essoufflement de nos institutions et du grand déficit de popularité et de confiance dont est affectée La REM et qui menacera tout futur « parti unique ».

Sans pouvoir présumer, au moment de la rédaction de cette note, des dynamiques d'alliances qui pourraient se nouer autour du RN et de LFI, il est fort probable que ces deux partis soient assez systématiquement présents au second tour des législatives non seulement dans leurs bastions respectifs mais dans un nombre important de triangulaires, plutôt favorables aux candidats de la majorité, mais dans une moindre mesure sans doute qu'en 2017.

En particulier une « Union de la Gauche » ou, à tout le moins, un nouveau « vote utile » de l'électorat de gauche (et d'abstentionnistes du premier tour), pour éviter une entrée massive de l'extrême-droite au Parlement et, si possible, contraindre le Président à une cohabitation, n'est pas à exclure.

D'autant que le Président ne peut guère envisager de « dépasser » son parti unique qu'au profit d'un élargissement de son périmètre électoral à ce qu'il reste de LR.

Il y aura donc une forte motivation chez LFI à mobiliser l'électorat de gauche en vue du leadership de l'opposition parlementaire.

En tout état de cause, il est peu probable que ces législatives répliquent au même niveau la dimension d'amplification du suffrage présidentiel de 2017.

Macron 2 doit d'ores et déjà intégrer ces deux hypothèses (majorité absolue et majorité relative éventuellement assortie d'un programme de gouvernement) et faire comprendre aux Français que sa réélection n'est pas incompatible avec la seconde, même si elle n'est pas la plus probable.

C'est la raison pour laquelle il doit être porteur d'un projet institutionnel de rééquilibrage des pouvoirs, adaptable à tous les cas de figure des élections législatives.

En d'autres termes, pour gagner, Macron 2 doit se présenter comme une mutation de Macron 1 aux ambitions réformatrices intactes, mais avec un autre mode opératoire, plus délibératif et moins personnalisé.